

Économie sociale/Atelier de validation du projet de loi sur la réglementation du secteur Contribuer à la mise en place d'un cadre juridique

MNN
Libreville/Gabon

Après l'organisation dernièrement du Forum national sur l'économie sociale, les acteurs du secteur se sont à nouveau réunis pour valider le projet de loi sur la réglementation de l'économie sociale et solidaire au Gabon.

La direction générale de l'économie sociale et solidaire du ministère du Commerce a organisé, vendredi dernier, à Libreville, un atelier de validation du projet de loi portant sur la réglementation du secteur de l'économie sociale et solidaire.

C'est le secrétaire général dudit ministère, Barthélemy Ngoulakia qui a présidé l'ouverture des travaux de ladite rencontre. Le secteur n'étant pas régi par des textes juridiques, il revient donc aux participants de tout faire, à travers son écosystème entrepreneurial, pour trou-



Le secrétaire général du ministère du Commerce, Barthélemy Ngoulakia (c), lors de la rencontre de vendredi.



Une vue des participants à l'atelier de validation du projet de loi sur la réglementation du secteur de l'Économie sociale.

ver des solutions à ce vide. Chaque entreprise sociale exerce ses activités sans une réglementation légalement reconnue. L'ambition de ce projet de loi est de contribuer à la mise en place d'un cadre juridique commun d'orientation nationale pour faire de ce secteur une source de création de richesses à part entière qui participe véritablement à l'économie nationale. De façon spécifique, ledit projet vise à atteindre les objectifs suivants : assurer une reconnaissance et une meilleure

visibilité de l'économie sociale en lui octroyant une sécurité juridique ; permettre aux entreprises

de l'économie sociale qui poursuivent vraiment une finalité sociale d'évoluer dans un cadre juridique qui

valorise leurs spécialités ; lutter contre le chômage et l'exclusion sociale chez les jeunes et les femmes par la

promotion de l'entrepreneuriat social et l'esprit d'entreprise, etc. Cet atelier de validation se tient après l'organisation, le mois dernier, à Libreville, du forum national sur l'économie sociale et solidaire. L'économie sociale est une politique publique nouvelle au Gabon. Elle n'a été introduite dans le système global de lutte contre l'exclusion sociale et la précarité qu'en 2011. En dehors du texte organique qui crée la Direction générale de l'économie sociale, aucun texte définissant la politique nationale en matière d'économie sociale n'a vu le jour.

Maurel & Prom

Chiffre d'affaires en baisse



Photo : MZM/ L'Union

La filiale locale du groupe Maurel & Prom a produit à elle seule 591 000 barils de pétrole au premier semestre 2019.

Willy NDONG
Libreville/Gabon

Le groupe pétrolier Maurel & Prom a rendu public vendredi dernier son rapport d'activités au premier semestre 2019.

Ainsi, le chiffre d'affaires de l'entreprise s'est établi à 229 millions de dollars (environ 131 milliards de francs), soit une baisse de 4 % par rapport au premier semestre 2018. Pour expliquer ce repli, Maurel et Prom a mis en avant un "décalage d'enlèvement de 591 000 barils", qui occulte une "hausse de la production au Gabon au premier semestre 2019".

"La hausse de la production au Gabon au premier semestre 2019 (+16 % par rapport au premier semestre 2018) dans un environnement de prix similaire (prix de vente moyen de l'huile de 68,40 \$ au pre-

mier semestre 2019 contre 69,2 \$/b au S1 2018 et 68,2 \$/b au S2 2018) n'est pas reflétée dans le chiffre d'affaires en raison d'un décalage d'enlèvement de 591 000 barils", indique l'entreprise.

En effet, il y a "382 000 barils produits, mais non enlevés au premier semestre 2019, auxquels il convient d'ajouter les décalages d'enlèvements constatés en 2018, à la même période, qui avaient joué en sens inverse, les enlèvements ayant à l'époque excédé de 209 000 barils la production", précise encore le pétro-gazier dans son communiqué.

S'agissant du développement de l'activité du groupe au Gabon, Maurel & Prom a annoncé le démarrage, fin mai 2019, des travaux de génie civil nécessaires à la préparation du forage d'exploration sur le permis de Kari au sud Gabon.

Illustrations : Carol King / Tous droits réservés, reproduction interdite sans autorisation de l'artiste.

ART
ET CULTURE

13^{ème} Edition du Grand Concours BICIG Amie des Arts et des Lettres

Thème : Espèces en voie de disparition

Vous êtes Peintre, Plasticien, Sculpteur, Écrivain ou Photographe, débutant ou confirmé. Rendez-vous **dès le 1er juillet 2019** dans toutes les agences BICIG et retirez votre bulletin d'inscription.

19.000.000 FCFA à partager entre les meilleurs artistes.

Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Gabon (BICIG) - Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de FCFA 18 000 000 000 - Siège social 714, Avenue du Colonel Pazani - BP 2241 Libreville (Gabon) - RCCM n° 2002 B 01 732 NIF 798027/A - Code Banque 40001 - Tél. : + 241 01 76 26 13 - Fax : + 241 01 74 40 34 - Email : bicignet@bncparibas.com

www.bicig-gabon.com

Aurons ensemble